

1855 : émeutes contre les fumées

C'est une page méconnue de l'histoire industrielle namuroise : il y a 160 ans, le soulèvement contre les pollutions.

• Jean-François PACCO

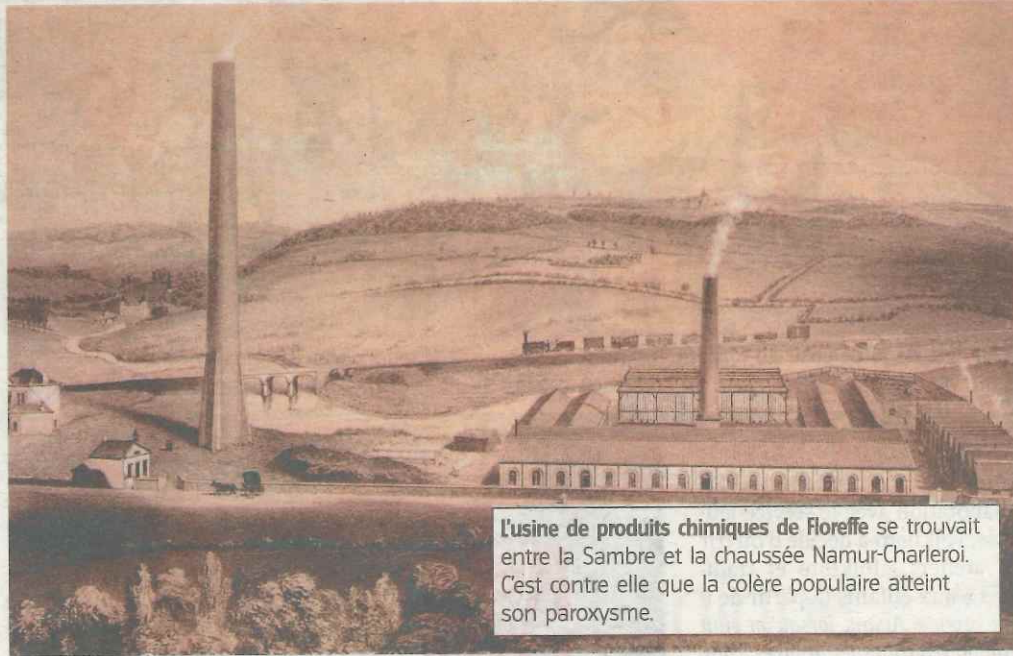
Le 19 août 1855, un rassemblement autour de la fabrique de produits chimiques de Floreffe tourne à la révolte. Plusieurs centaines (ou milliers) de personnes convergent autour de l'établissement, criant des slogans hostiles.

Dans toute la Basse-Sambre, les troubles se multiplient depuis cinq jours. L'armée intervient. Le sang coule : il y a deux morts à Auvelais.

Ces désordres effraient l'autorité, car l'insurrection s'étend. Bourgmestres voisins, police, presse puis autorités judiciaires et politiques s'en mêlent. S'en suivront des enquêtes, des débats virulents, des réformes.

Épisode oublié

Cet épisode oublié de l'histoire namuroise, à une époque où les préoccupations environnementales n'étaient pas celles d'aujourd'hui, un jeune historien namurois, Julien Maréchal, vient de l'exhumer. L'étude fouillée qu'il publie (c'est le fruit de sa thèse de doctorat) cherche à le comprendre : pourquoi soudain, alors que l'industrie belge est en plein essor, une population est ainsi montée au front ?



L'usine de produits chimiques de Floreffe se trouvait entre la Sambre et la chaussée Namur-Charleroi. C'est contre elle que la colère populaire atteint son paroxysme.

Pommes de terre

Cible de la colère, les usines de fabrication de soude. Dans les années 1840, la Basse-Sambre en est le principal foyer de production, avec des fabriques à Oignies (Aiseau), Auvelais, Mornimont, Floreffe mais aussi Risles à Saint-Marc. Le paysage de la vallée se hérissé de hautes cheminées, crachant des fumées acides et nauséabondes.

Rapidement, des inquiétudes apparaissent sur les répercussions pour la santé des riverains. Mais les liens de causalité sont difficiles à établir et c'est alors sur un autre point que va se cristalliser l'animosité populaire : l'impact sur la végétation.

Car, à l'époque, même dans ces régions en cours d'industrialisation, la terre reste la

principale source de richesse. Le bruit se répand à toute vitesse : les fumées des usines chimiques nuiraient aux pommes de terre, aux légumes, aux arbres fruitiers.

Ces préoccupations sont celles des petits paysans dont la vie reste précaire, mais aussi des gros propriétaires fonciers (de Blommaert, Riffart, Snoy, Pirmez) craignant pour leurs revenus.

À l'arrière-plan il y a un choc social et culturel. « La vallée n'a pas choisi de s'industrialiser », explique Julien Maréchal. Ces usines viennent de l'extérieur, ce sont des capitaux bruxellois, elles emploient encore peu de gens. La région n'en profite pas. D'où, l'hostilité de la population. »

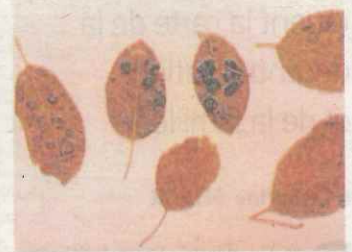
Le pharmacien Peeters

Des scientifiques s'en mêlent, tels ce pharmacien de Wanfercée Baulet Léon Peeters. Selon ce dernier, les gouttelettes d'acide chlorhydrique déposées par les fumées rend les végétaux malades.

L'autorité prend peur. Peeters est arrêté, puis relâché, car il ne peut être qualifié d'émeutier. La classe politique est divisée, même s'il y a dans l'élite belge du moment un large consensus industrialiste, entre politiques, scientifiques et industriels.

Les mains brûlées d'Hambraine

Mais la querelle se poursuit. En août 1856, une trentaine de villageoises d'Hambraine (Cortil-Wodon) parties récolter du



Au cœur du débat, les maladies de certaines plantes. Feuilles d'arbres tachées, récoltées en 1847 à Bouge pour incriminer les usines.

fourrage sont victimes de brûlures et d'ampoules aux bras et aux jambes. Les usines de produits chimiques sont accusées : le vent aurait transporté un nuage d'acide chlorhydrique.

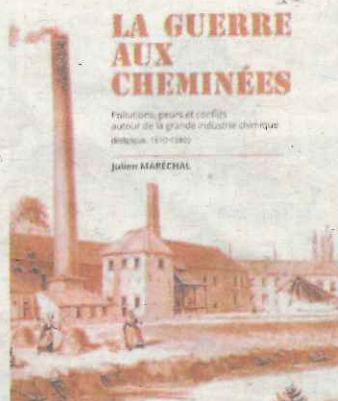
Les premiers experts rendus sur place cherchent à tourner les plaignantes en ridicule : ce serait de bêtes coups de soleil, disent-ils. D'autres nuancent et incriminent la rosée déposée sur les plantes.

Bref, le débat ne peut être étouffé. Pour certains, la pollution existe, mais dans un rayon limité, 2 km maximum. Pour d'autres, les nuages acides perturbent le climat, menacent l'équilibre de la planète.

Il durera quelques années, puis s'apaisera de lui-même. Par l'évolution des techniques, mais aussi des mentalités. « Petit à petit, explique Julien Maréchal, la vallée de la Sambre s'industrialise, les verreries s'installent à côté des soudières, l'emploi augmente. Et la cheminée, jusque-là symbole d'agression, devient symbole de prospérité. » ■

INTERVIEW

• Julien MARÉCHAL



Le livre de Julien Maréchal « La guerre aux cheminées. Pollutions, peurs et conflits autour de la grande industrie chimique » (554 pages, 34 €) est publié par les Presses universitaires de Namur et vendu notamment aux librairies Vieux Quartier et Point Virgule à Namur. www.pun.be



Historien, auteur du livre « La guerre aux cheminées ».

Avec le recul, les doléances des habitants étaient-elles justifiées ? Les fumées étaient bien toxiques pour les pommes de terre ? Non, cette maladie des pommes de terre, c'était le mildiou,

Écouter le discours des oubliés de l'histoire

qui n'était pas provoqué par ces quelques usines. Mais peu importe qui avait raison ou pas. Ce que nous cherchons, comme historiens, c'est à étudier la démarche, écouter le discours des vaincus, leur cohérence. Ce sont des oubliés de l'histoire.

Ces gens étaient animés par la peur du changement ? Ou bien c'était un combat écologique avant la lettre ?

Il y a un mythe, une contrevérité qui circule, qui fait croire que la prise de conscience écologique n'est apparue que dans les années 1970, qu'avant on ne

s'en occupait pas. Les préoccupations à propos du bouleversement de l'équilibre naturel sont présentes depuis le début de l'industrialisation.

Ces manifestations ont été suivies d'effet ?

Il existait alors des normes, déjà depuis Napoléon, un cadre légal pour l'exploitation des usines. Mais leur application était laxiste. À partir de ces incidents, on a appliqué mieux la législation, surtout en Basse-Sambre. Mais il faudra attendre la fin du XIXe siècle pour obtenir une refonte complète de la loi et des inspections. ■ J.-F.P.